

LE CONSENSUS DES ENTREPRISES :

LE G8 ET SON RÔLE DANS LA GLOBALISATION DES ENTREPRISES



- ❖ LE G7 ET LE G8
- ❖ COMMENT FONCTIONNE LE G7
- ❖ LE G7 ET L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
- ❖ L'OMC : LE MEILLEUR AMI DU DÉVELOPPEMENT DURABLE?
- ❖ LE G8 ET L'OMC : OEUVRANT DANS L'INTÉRÊT DES GROSSES COMPAGNIES PHARMACEUTIQUES
- ❖ *NEPAD* ET LE PROGRAMME DE L'OMC À KANANASKIS
- ❖ LE CONSENSUS DES ENTREPRISES DÉMASQUÉ

Auteur : Murray Dobbin

Réviseur : David Robbins

LE CONSENSUS DES ENTREPRISES :

LE G8 ET SON RÔLE DANS LA GLOBALISATION DES ENTREPRISES

Le consensus des entreprises du G8 – le G7 plus la Russie – détiendra le contrôle total lors du rassemblement annuel des plus puissants dirigeants politiques du monde. L'assemblée du G8 se tiendra à un moment où l'insécurité et l'inégalité dans le monde sont exacerbées, situation à laquelle les dirigeants du G8 ont réagi en étoffant la répression de toute dissension politique et en s'accrochant à des politiques favorisant les « solutions » du marché pour régler pratiquement toutes les difficultés auxquelles nous devons faire face. Plus que jamais auparavant, ceux qui privilégient des politiques favorables aux intérêts du peuple, ainsi que la protection de la planète doivent faire des pieds et des mains pour se faire entendre.

Il est donc vital de bien comprendre le rôle du G8 dans la lutte générale contre la globalisation des entreprises.

**-- Comment le G8 s'y prend-il exactement pour maintenir le contrôle sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC) par le biais de la Commission quadrilatérale?
-- Quel pouvoir le G7 et le G8 détiennent-ils sur le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les organisations privées telles la Commission trilatérale et le Forum économique mondial?**

Ces organisations, organismes et forums ont tous des rôles clé à jouer dans ce que les militants du monde entier appelle la globalisation des entreprises.

L'évaluation du G7/G8 commencera par un bref survol des origines du G7, où nous examinerons, des points de vue politique et économique, le contexte historique qui existait à ses débuts, il y a de cela 27 ans. Il est essentiel, donc, de souligner les principaux aspects du nouveau consensus élitiste – en particulier l'impact du libre-échange sur la démocratie par le biais

d'organismes dominés par les entreprises, telle l'Organisation mondiale du commerce. Nous aborderons ensuite le rôle actuel du G8, ainsi que les thèmes qui seront vraisemblablement considérés lors des rencontres de Kananaskis, y compris la tentative pour faire de l'OMC le cadre du développement durable dans le monde, ainsi que la façon dont on prépare l'Afrique à faire l'objet d'un colonialisme organisationnel renouvelé, par le biais du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

LE G7 ET LE G8

Le G8 est une entité ni très mystérieuse ni très énigmatique. Il s'agit, tout simplement, d'un club qu'ont formé les dirigeants des pays les plus puissants du monde. Ils se sont octroyés ce noble statut sans référence à d'autres organisations, et avec pour seule condition d'adhésion le pouvoir économique.

Bien que le battage entourant le G7 ait pour but d'auréoler de bonnes intentions les réunions de ses membres – représentants de gouvernements responsables qui tentent de trouver des solutions aux problèmes récalcitrants du monde –, la réalité est autre. Il est vrai que les réunions portent effectivement sur une grande diversité de questions, mais il demeure que l'aspect clé des délibérations est de nature économique. Le plus important impact du G7 sur le monde est le consensus – ou l'absence de consensus – qui influencera l'économie et lui donnera une orientation particulière. Tous ces gouvernements sont bien évidemment tenus de protéger leurs propres intérêts lors de ces réunions, et lorsqu'il est question d'économie globale, cela signifie inévitablement les intérêts de « leurs » plus gros joueurs économiques, les entreprises multinationales. Ils doivent également veiller aux intérêts de leurs joueurs nationaux, par exemple les agriculteurs, qui détiennent un certain pouvoir en période d'élections.

Le G7 a vu le jour en 1975, grâce au président américain Gerald Ford, en réponse à un double coup du sort, soit d'une part la crise pétrolière, où les pays du Moyen-Orient décuplèrent leurs prix en réponse à la guerre israélo-arabe et, d'autre part, l'effondrement du système monétaire mondial avec son taux d'échange fixe. Il devait s'agir à l'origine d'une réunion unique. Une autre rencontre eut lieu l'année suivante (le Canada s'ajouta au groupe pour donner aux États-Unis une voix plus importante vis-à-vis les Européens), et chaque année depuis. Le G8, qui inclut la Russie, a été formé en 1998 et est en réalité une organisation parallèle qui traite de questions politiques plutôt qu'économiques.

À Kananaskis, le G8 abordera presque certainement la question de la récession mondiale, ainsi que le programme de l'OMC suite à la réunion ministérielle de novembre 2001 à Doha (Qatar). Il a été question d'inviter certains pays du Tiers-Monde à venir observer certaines parties du sommet du G8, en particulier des pays africains. La rencontre portera également sur ce qu'on est convenu d'appeler la guerre au terrorisme (qui se poursuivra, peu importe les résultats obtenus), sur une capacité d'intervention militaire accrue, sur la coopération interne relative aux soi-disant mesures de sécurité, et sur le partage de l'information concernant les militants anti-globalisation. Les événements du 11 septembre ont injustement donné aux forces de la globalisation des

entreprises un avantage énorme et des occasions innombrables d'attaquer leurs critiques.

La récession qui sévit actuellement dans le monde est très opportune, en ce qu'elle favorise le malaise social et fournit une excuse pour un resserrement de l'ordre et de la répression.

Revenons brièvement à l'après-guerre, une époque unique dans l'histoire canadienne, caractérisée par ce qu'on a appelé le « contrat social ». Ce contrat, pas très différent d'une convention collective, a été imposé aux entreprises par la lutte de citoyens ordinaires, de syndiqués et d'agriculteurs qui se sont battus en masse durant les années 30. Les plus visionnaires parmi les dirigeants d'entreprises se sont rendus compte que s'ils ne permettaient pas un certain changement, il pourrait bien y avoir une révolution. Conséquemment, les dirigeants d'entreprise les plus puissants au Canada et dans le monde ont décidé que la démocratie serait acceptée en tant que coût normal et légitime des affaires.

Le déroulement chronologique ne fait pas de doute : les entreprises, avec la complicité de leurs gouvernements, ont globalisé leur attaque contre les travailleurs. Nous avons réagi par la formation d'un mouvement mondial en croissance constante, et maintenant, ils réagissent à leur tour en bloquant notre mouvement, prétextant la nécessité de faire la guerre au terrorisme pour restreindre notre liberté politique.

De mauvaise grâce donc, les entreprises acceptèrent la légalisation des syndicats, l'adoption de normes du travail et de conditions de travail sécuritaires, l'indemnisation des accidentés du travail, l'assurance-chômage et autres mesures donnant du pouvoir aux travailleurs. Ils entrevirent les avantages que représentaient pour eux-mêmes l'éducation publique, un régime d'assurance-maladie public, ainsi que divers régimes de réglementation.

Le marché était assez simple : ils accepteraient toutes ces choses, en autant que le taux de rendement de leurs investissements demeurerait à un niveau raisonnable. Ce fut le cas durant l'après-guerre, durant les années 50 et la plupart des années 60. Les profits commencèrent à diminuer sérieusement, juste au moment où la démocratie et le pouvoir des citoyens ordinaires atteignaient leur apogée : les mouvements de femmes, d'autochtones, d'étudiants, de démunis et de militants contre la guerre se joignaient aux grands syndicats pour apporter des améliorations réelles grâce à l'expansion des programmes sociaux et à la redistribution de la richesse.

Lorsque survint la crise du pétrole en 1973 et que les prix montèrent en flèche, les profits diminuèrent parallèlement et les principaux acteurs des entreprises

décidèrent que le « contrat social » ne tenait plus. Le contrat n'était plus respecté, ce qu'ils n'admirent jamais publiquement, ni dans aucune tribune démocratique ouverte. Ils décidèrent plutôt, entre eux, que la démocratie devait être rationaliser, c'est-à-dire restreinte. À cette fin, ils créèrent tout une gamme d'organisations corporatives, chacune dotée d'un rôle légèrement différent, mais complémentaire.

En l'espace de dix-huit mois, les dirigeants des entreprises canadiennes formèrent les organisations qui ne nous sont que trop connues : La *Fraser Institute*, le *National Citizens Coalition* et le *Business Council on National Issues* (les 150 plus importantes entreprises au Canada, maintenant connues sous le nom de Conseil canadien des chefs d'entreprises). Aux États-Unis, les dirigeants d'entreprises créèrent la *Business Roundtable*. Sur la scène internationale, les élites des entreprises mondiales créèrent la Commission trilatérale. En fait, chaque pays industrialisé de langue anglaise adopta le même processus : les entreprises « s'organisèrent », déterminées à retrouver le pouvoir qu'elles détenaient avant la Deuxième guerre mondiale.

La Commission trilatérale fut créée à titre de forum privé où les hommes d'influence pourraient débattre de l'avenir du monde – et contribuer à le former – à l'abri des regards des parlements et des médias. Les plus puissants PDG, les anciens chefs de gouvernement et les universitaires les plus en vue se rencontraient chaque année pour planifier l'avenir du capitalisme et de la démocratie.

La viabilité de la démocratie n'était nullement garantie. L'une des premières publications de la Commission fut « *The Crisis in Democracy* » (la crise de la démocratie). L'un de ses auteurs, l'américain Samuel Huntington, disait ceci au sujet de la « crise » de la démocratie : « Al Smith a fait un jour remarquer que 'le seul remède pour les malaises de la démocratie est une plus grande démocratie'. Notre analyse suggère plutôt que certains des problèmes de gouvernement actuels aux États-Unis viennent d'un excès de démocratie. » Monsieur Huntington regrettait amèrement les jours où « Truman pouvait gouverner le pays avec la coopération d'un nombre relativement restreint d'avocats et de banquiers de Wall Street ». Soulignant que cette époque avait pris fin au début des années 70, il poursuit en s'affligeant du fait que le public remette en question « la légitimité de la hiérarchie; la contrainte, les sanctions disciplinaires, le secret et la tromperie – autant de caractéristiques qui sont, dans une certaine mesure, les attributs inévitables du processus de gouvernance ».

Il n'est pas difficile de comprendre les implications d'une telle lamentation : s'il y a trop de démocratie, alors la solution consiste à trouver des façons de réduire celle-ci. Monsieur Huntington déclarait qu'une démocratie « gouvernable »

nécessite « l'apathie et la non participation » de la part des groupes marginalisés tels « les Noirs, les Indiens, les groupes ethniques blancs, les étudiants et les femmes » – en un mot, environ 80 % de la population.

Un regard sur l'année 1975 nous montre l'apparition de deux processus parallèles destinés à trouver des solutions à la crise économique mondiale de la diminution des profits et au rôle du gouvernement démocratique. L'un de ces processus était manifestement politique et relativement transparent – le phénomène du G7. Il servait à présenter les changements dans l'économie mondiale comme étant le résultat légitime de la résolution de problèmes de la part des dirigeants élus des plus puissantes économies du monde. L'autre processus consistait en des réunions secrètes de la Commission trilatérale et autres institutions mondiales, tel le Forum économique mondial, ayant son siège à Davos (Suisse). La commission et le forum, deux tribunes non démocratiques et auto-nommés à l'intention des grandes entreprises et du personnel politique hors du système électoral, étaient conçus comme lieux propices à la discussion sur l'avenir de l'économie mondiale, loin des yeux curieux du public et des médias. Les réunions du G7 devinrent alors la couverture permettant aux pays les plus puissants du monde de coordonner officiellement les initiatives politiques et économiques dans l'intérêt explicite des entreprises multinationales et des capitaux mondiaux. À vrai dire, à mesure que ces gouvernements se dirigent de plus en plus vers des politiques néo-libérales et de libre-marché, leurs objectifs et leurs buts deviennent indifférenciables de ceux des entreprises.

Jamais, depuis les années 20, il n'a régné une telle harmonie entre les intérêts des entreprises et les actions des gouvernements. Ce qui est né de ces deux processus et forums politiques parallèles a éventuellement été nommé le Consensus de Washington, un remplacement explicite du contrat social d'après-guerre. Ce consensus de la part de l'élite a placé le soi-disant marché au cœur de toute activité économique. Les capitaux allaient reprendre leur rôle dominant par le biais de la privatisation, de la déréglementation, des compressions massives des dépenses sociales, l'arrêt de la redistribution des revenus et, enfin, la libéralisation du commerce ou « libre-échange. »

Bien que l'histoire de la mise en place de ce nouveau consensus de la part de l'élite se soit déroulée de façon inégale et ait progressé plus rapidement dans certains pays, le processus est assez évident. Les priorités du Consensus de Washington sont ensuite élaborées en plus amples détails par les équipes de spécialistes locaux, tel le *Fraser Institute* au Canada. Ces politiques font ensuite leur chemin verticalement, alors que les principaux porte-parole des entreprises, les groupes de spécialistes, les universitaires conservateurs et les propriétaires de médias communiquent toutes ces idées aux principaux figurants politiques dans un processus de formation de consensus élitiste et corporatif. Tel est le rôle

d'organisations comme le *Business Council on National Issues* (maintenant connu sous le nom de Conseil canadien des chefs d'entreprises). Cette organisation de grandes entreprises est unique au Canada en ce sens qu'elle ne fait pas de lobby dans le sens où on l'entend habituellement. Elle prépare des politiques complètement élaborées, déjà sous forme de législations prêtes à être adoptées, et les présente au gouvernement fédéral. Une fois ces politiques, élaborées par le biais de ces processus corporatifs, sont acceptées (et la plupart le sont), on leur donne force de loi et elles sont rendues légitimes, politiquement parlant, par les dirigeants du G7 qui fournissent le consensus des entreprises avec le sceau de l'autorité démocratique.

Le G7 donne force de loi au consensus des entreprises en créant de nouvelles institutions mondiales ou en adaptant les anciennes de façon à mettre en pratique ses politiques.

Les « programmes d'ajustement structurel » (PAS) du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale assurent un transfert constant de capitaux des pays pauvres aux pays riches ou, plus précisément, aux entreprises installées dans ces pays riches. Mais la plus puissante institution créée par le G7 est sans doute l'Organisation mondiale du commerce. Mais avant de passer à l'OMC, jetons un bref regard sur l'histoire du G7, ses rouages et l'équilibre des forces en son sein.

COMMENT FONCTIONNE LE G7

Comme on pourrait s'y attendre, les sommets du G7/G8 ne sont pas simplement des événements où les plus puissants dirigeants du monde se retrouvent pour bavarder. Ce sont des politiciens, pas des experts, ni des universitaires, ni des économistes, et les sommets sont précédés par un travail préparatoire considérable de la part de leurs fonctionnaires. Ces fonctionnaires, provenant de divers ministères pertinents, préparent le terrain pour les premiers ministres et les présidents. Ils fournissent les documents préparatoires et les exposés de position sur des questions touchant les priorités dans chacun des pays. Les fonctionnaires, et parfois les ministres concernés, parlent également à leurs homologues dans d'autres pays en tentant de régler d'avance les détails de diverses questions. Lorsque vient le moment du sommet, le programme des dirigeants ne contient plus que les questions les plus importantes, les plus difficiles à régler.

Depuis 1980, en fait depuis le Consensus de Washington, nous avons vu une augmentation dramatique de la disparité entre les pays industrialisés et les pays communément appelés pays du Tiers-Monde. Nous avons également vu un flot énorme de capitaux sortir du Tiers-Monde pour pénétrer dans le monde

industrialisé – exactement le contraire de ce que promettaient les réformes du libre-marché. Entre 1960 et 1980, la plupart des pays de l'Amérique latine et de l'Afrique étaient des États-providence ou socialistes et suivaient des politiques de nationalisation et de remplacement des importations (tarif) – pas de libre-échange ni d'économies « ouvertes ».

Les nouvelles politiques du G7 et de ses institutions mondiales ont renversé la croissance. Des dettes énormes et les agissements du FMI et de la Banque mondiale ont créé les nouvelles soi-disant « démocraties de marché ». Le contraste est violent et irréfutable. Entre 1960 et 1980, le revenu par habitant a augmenté de 73 % en Amérique latine et de 34 % en Afrique. Pendant la période de « libéralisation » économique, entre 1980 et 2000, cette croissance est passée à 7 % en Amérique latine, et est descendue en-deça de zéro en Afrique, pour atteindre -23 %.

Devant de tels échecs – jamais admis ou décrits comme tels –, les sept derniers sommets ont porté sur le « développement » du Tiers-Monde et l'assistance aux pays les plus démunis, en particulier les dettes écrasantes des plus pauvres d'entre les pauvres. Mais l'absence de progrès dans ce domaine indique jusqu'à quel point le programme est déterminé par les intérêts des entreprises multinationales et des plus grandes banques privées dans le monde. Régler les dettes du Tiers-Monde impliquerait qu'il faudrait prélever de l'argent dans les poches des banques privées des pays du G7.

Pour ce qui est d'améliorer le développement des pays du Tiers-Monde en leur donnant un meilleur accès aux marchés du G7, cette question est tout aussi dominante et difficile à résoudre. Au Sommet de Lyon en 1996, le directeur général de l'OMC du temps, Renato Ruggiero, proposait que le G7 donne l'accès aux produits, sans tarifs ni quotas, aux pays les moins développés, ce qui représente à peine 0,5 % du commerce mondial. Le G7 a approuvé cette idée pour la forme, mais même cette réponse pathétique à l'inégalité dans le monde n'a jamais eu aucune suite. Lors du sommet du G8 en 2000 à Okinawa, en réaction à l'échec de l'OMC à Seattle, des engagements plus sérieux ont été pris, dont certains ont donné quelque résultat.

Mais pratiquement rien n'a été fait pour solutionner les causes structurelles fondamentales à l'origine de la formidable inégalité existant dans la plupart des pays du Tiers-Monde. Les sommets jouent en fait un rôle de relations publiques lorsqu'il s'agit de « développement » et d'« allègement de dette ». En effet, même si des dirigeants politiques s'intéressent personnellement à ces questions, ils n'en sont pas moins soumis, dans leur pays, au pouvoir impressionnant des lobbyistes des entreprises qui défendent leurs intérêts avec une efficacité impitoyable. Cela est particulièrement vrai dans le cas des États-Unis, où

l'argent a tellement corrompu le processus politique que les entreprises achètent littéralement les décisions politiques favorisant leurs bénéficiaires.

Depuis le milieu des années 80 toutefois, il y a eu fusion entre les élites des entreprises et les élites politiques dans les pays du G7; les élites des entreprises dominent sans conteste l'élite politique et, par conséquent, le programme ultime. Il ne s'agit pas là d'un phénomène nouveau. En réalité, même durant l'après-guerre, période du « contrat social », les intérêts des entreprises et des gouvernements étaient en grande partie les mêmes. Ce qui était différent, c'était l'acceptation, de la part des élus, d'un rôle démocratique pour le gouvernement – une acceptation, en fait, de la présence d'autres joueurs politiques dans l'établissement de la combinaison de politiques économiques et de politiques sociales. Lorsqu'arrivèrent les années 90, nous étions revenus aux jours où, selon les mots de Monsieur Huntington, « le président Truman pouvait gouverner le pays avec la coopération d'un nombre relativement restreint d'avocats et de banquiers de Wall Street. »

Les dirigeants du G7 et leurs bailleurs de fonds corporatifs souscrivent pleinement à l'idéologie du Consensus de Washington : le libre-échange, la privatisation, la déréglementation et le retrait, de la part du gouvernement, des politiques ayant pour but de promouvoir l'égalité sociale et économique. Comme de vrais croyants qu'ils sont, les tenants de cette idéologie concluent invariablement que si les politiques ne fonctionnent pas, il faut les poursuivre avec une plus grande détermination encore. Les débats limités sur la dette et le manque de développement présentent à tort ces problèmes comme étant des effets secondaires temporaires des politiques (dans le meilleur des cas) ou comme une incapacité à appliquer les politiques avec suffisamment de vigueur (dans le pire des cas). En réalité, ces « effets secondaires » sont tout à fait prévisibles et, qui plus est, ils sont le résultats inévitables de telles pratiques.

LE G7 ET L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Lors du sommet de 1981 tenu à Ottawa, les dirigeants du G7 ont formé ce qui allait devenir une organisation clé dans le développement des politiques et organismes du commerce global. On l'appela la Quadrilatérale des ministres du commerce, maintenant connue sous la simple appellation de Quadrilatérale. Elle est composée de tous les ministres du commerce du G7. Ils avaient pour tâche de se pencher sur les questions commerciales afin que leurs dirigeants puissent en discuter lors des sommets. Elle définissait la position du G7 sur le commerce et le fait toujours. Les origines de la Quadrilatérale sont en grande partie tombées dans l'oubli, mais il ne faut pas s'étonner que le groupe ayant la plus grande influence sur la structure commerciale mondiale ait été créé par le G7.

Par le biais de la Quadrilatérale, qui comprend l'actuel président de l'Union européenne, le G7 a joué un rôle clé dans les négociations d'Uruguay de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations qui ont mené à la création de l'OMC en 1995. Se fondant sur le travail effectué par la Quadrilatère, le Sommet de Tokyo (1986) du G7 a donné un élan politique considérable au nouveau Cycle d'Uruguay portant sur le GATT. En fait, lors de cette réunion, les dirigeants du G7 ont établi les éléments clés de leur programme commercial pour les 15 prochaines années, précisant que le nouveau cycle devrait porter sur les questions du commerce des services, les aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle, ainsi que l'investissement direct à l'étranger. Ces questions sont parallèles aux principaux points figurant au programme des dirigeants du G8 depuis sa création par l'OMC en 1995.

Le G7 a joué un rôle clé dans la création de l'OMC, au cours des six à huit derniers mois du Cycle de l'Uruguay lorsque, lors de leur sommet de 1993, ils se sont mis d'accord pour pousser le Cycle jusqu'à son heureux dénouement – soit la création de l'OMC.

Les discussions étaient arrivées à une impasse et auraient bien pu échouer sans la pression politique directe exercée par les membres du G7 sur les autres pays du GATT.

Ne perdons pas de vue la connexion corporative dans cette histoire. La plus grande pression pour la création de l'OMC et des accords de services provint des É.-U. et de ses entreprises gigantesques de services financiers. David Hartridge, l'ancien directeur de *Trade in Services* de l'OMC écrit : « ...sans l'énorme pression générée par le secteur des services financiers américains, en particulier les compagnies telles *American Express* et *CitiCorp.*, il n'y aurait pas eu d'accord de services et, par conséquent, pas de Cycle de l'Uruguay et pas d'OMC ».

L'OMC est, dans les faits, la première expression véritable de la gouvernance globale en ce sens qu'elle possède les pouvoirs d'un état officiel et légal.

Bien qu'il existe plusieurs aspects importants au programme capitaliste global – la privatisation, la déréglementation, le libre-échange et la réduction de la gouvernance démocratique –, la création de l'Organisation mondiale du commerce a sans doute été la plus importante initiative du G7.

Elle possède la même « personnalité juridique » qu'un État-nation ou que les Nations Unies. Elle possède une division législative, les mécanismes décisionnels pour ses 144 membres; une division administrative, son personnel de plus de 500 personnes à Genève, qui administrent les 17 accords de l'OMC et conseillent

les gouvernements et les groupes d'experts sur la signification de ces accords; et, possiblement le plus important, une division juridique qui fait appliquer les accords en formant des groupes de règlements des différends et impose des sanctions aux pays qui contreviennent aux accords.

Notons combien l'OMC diffère de l'institution qui l'a précédée, soit l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Cette association commerciale volontaire a été créée en 1947, en même temps que le FMI et la Banque mondiale. Le GATT reflétait l'échec dans la tentative pour mettre en place l'Organisation internationale du commerce, qui devait servir à favoriser un commerce géré et équitable entre les différents pays du monde. Cette organisation aurait été la troisième et dernière des institutions de *Bretton Woods*, dont la raison d'être était d'assurer la sécurité économique dans le monde, ainsi qu'une certaine mesure d'égalité.

Étant donné que le GATT, contrairement à l'OMC, ne disposait d'aucun pouvoir d'application, ses « décisions » touchant les mesures controversées n'avaient qu'un pouvoir de persuasion morale. Pendant la plus grande partie de son existence, le GATT s'occupa presque exclusivement du commerce dans le sens le plus étroit – les conflits concernant les « obstacles au commerce » portaient sur les droits et les tarifs douaniers. Mais l'OMC a profondément modifié la définition de commerce et d'obstacles au commerce, au point où l'on a peine à les reconnaître.

L'OMC, s'inspirant de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), élabore toute une liste de « mesures » gouvernementales – lois, réglementations, pratiques – qui sont considérées comme des « obstacles non-tarifaires » au commerce et, par conséquent, contreviennent aux accords de l'OMC. Les décisions de l'OMC et les sanctions correspondantes advenant de telles contraventions sont tellement punitives que peu de pays peuvent se permettre de conserver les lois jugées délinquantes.

À vrai dire, les accords commerciaux actuels ont peu à voir avec le commerce et tout à voir avec la libéralisation des capitaux, afin que ceux-ci puissent aller où ils veulent, quand ils veulent et avec le moins de restrictions possible une fois rendus à destination.

La Quadrilatérale a continué à définir la position du G7 en matière de commerce jusqu'à la réunion de Seattle tenue en 1999. Elle a alors exercé des pressions pour que le Cycle du millénaire proposé soit élargi et agressif : il devait porter sur des domaines tels les services publics, l'agriculture, l'investissement, la compétition et le commerce électronique.

Toutefois, l'échec des négociations de Seattle a démontré que le G7 n'est pas tout-puissant. Ces négociations ont échoué en grande partie parce que les pays du Tiers-Monde n'ont pas accepté la pression provenant des pays de la Quadrilatérale, c'est-à-dire le G7. Même si la Quadrilatérale détermine le programme pour les cycles de négociations de l'OMC, elle a, en réalité, de plus en plus de difficulté à le faire. Le fait d'être exclus des marchés des pays du G7 a rendu certains grands pays du Tiers-Monde, tels le Brésil, l'Inde, le Pakistan et d'autres, de moins en moins désireux de donner leur appui. Le G7 n'est toute simplement plus aussi puissant qu'autrefois. En 1999, le Canada a pris les devants et formé le G20, rassemblant les ministres des finances, afin d'élargir la base de son autorité politique. Le G20 (les pays stratégiquement importants pour des raisons économiques, militaires ou géopolitiques) est une stratégie conçue pour ramener les principaux pays dans la sphère du G7, sans toutefois les accueillir au sein même du club. Le club junior a pour fonction de donner une certaine légitimité au G7 et à son programme.

Dans les mois qui ont précédé novembre 2001, la réunion de l'OMC à Doha (Qatar), la Quadrilatérale et le G7 ont remué ciel et terre. Jamais auparavant n'avait-on vu si clairement l'intimidation ouverte et brutale des grandes puissances.

Les pays de la Quadrilatérale laissèrent tomber tout semblant de démocratie et d'équité. L'intimidation brutale était à l'ordre du jour. La Quadrilatérale s'est réunie à Mexico en août et à Singapour en octobre, afin d'improviser une ébauche de déclaration qui fut présentée comme un fait accompli au reste des membres de l'OMC. Aucune objection à l'ébauche n'a été reçue et celle-ci a été présentée aux membres le 9 novembre, sans le préavis requis de 10 jours. L'ébauche se lisait comme s'il y avait consensus -

et pourtant les pays du Tiers-monde étaient encore plus opposés à la tenue d'un nouveau cycle de négociations qu'ils ne l'avaient été à Seattle.

Mais l'intimidation n'a pas donné à la Quadrilatérale tout ce qu'elle désirait. Un nouveau cycle a effectivement été lancé, mais avec de nombreux compromis et des échéanciers incertains. La lutte entre le G7 et le Tiers-Monde est loin d'être finie.

L'OMC : LE MEILLEUR AMI DU DÉVELOPPEMENT DURABLE?

Partout dans le monde, les groupes de la société civile ont dénoncé la réunion ministérielle de Doha, ainsi que la Déclaration finale rendue publique à la fin de l'exténuant processus long de 5 jours. Les pays en voie de développement continuent de s'opposer féroce ment à un cycle élargi de négociations, et à se sentir outrés face à tout le processus, avant et pendant la rencontre.

La réponse de l'OMC aux inquiétudes du Tiers-Monde, toutefois, est de foncer, et de forcer l'inclusion de nouveaux points, en dépit de la protestation des pays en voie de développement qui soutiennent que l'adoption des activités de l'OMC dans leur ampleur actuelle doit être évaluée avant d'y ajouter quoi que ce soit. Mais les riches pays du G7 qui contrôlent l'OMC pressent celle-ci d'entreprendre de nouvelles questions, tels l'investissement, les politiques en matière de compétition, la transparence dans les marchés publics et la facilitation du commerce.

La Déclaration de Doha contient également des bombes à retardement d'un point de vue environnemental, dont la marchandisation mondiale de l'eau. À Qatar, durant l'intense dernière séance de négociations ayant duré toute la nuit, le secrétariat de l'OMC et l'Union européenne (la France abrite les plus importantes entreprises d'eau dans le monde) ont glissé un plan visant à négocier « la réduction, ou au besoin l'élimination, des obstacles tarifaires et non-tarifaires aux services environnementaux. » (Paragraphe 31, alinéa iii).

Cette manœuvre représente le début d'un processus qui mènera à la marchandisation de l'eau et des services d'eau pour les entreprises d'eau mondiales.

La Déclaration de Doha a également préparé un mandat pour des négociations par le biais desquelles les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) seront asservis une fois pour toutes aux règles commerciales de l'OMC. Ceci comporte de graves implications pour les efforts internationaux, telle la lutte contre les changements climatiques et pour la protection de la biodiversité. Le texte souligne que le résultat de telles négociations « devra être compatible avec la nature ouverte et non-discriminatoire du système de commerce multilatéral, n'ajoutant ni ne diminuant les droits et obligations des membres en vertu des accords actuels de l'OMC... ni ne modifiant l'équilibre de ces droits et obligations » (deuxième sous-paragraphe du paragraphe 32). En d'autres termes, les AME n'auront aucun impact significatif sur le régime commercial.

Du 26 août au 4 septembre 2002, des groupes représentant le gouvernement et la société civile mèneront à terme, sous l'étroite surveillance des entreprises, un processus de suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est déroulée à Rio (Brésil) en 1992. Dix ans plus tard, nous mesurerons les progrès accomplis, le cas échéant, pour renverser la tendance vers la dégradation environnementale.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, et en dépit de ses antécédents où elle a toujours donné la priorité au commerce plutôt qu'à l'environnement, l'OMC s'est

positionnée au cœur même du Texte du Président, c'est-à-dire le document collectif qui présente la pensée générale et l'orientation adoptées par les Nations Unies relativement au développement durable. S'il n'est pas rayé ou drastiquement modifié, l'article 5 du document intitulé « Le développement durable dans un monde globalisant », permettra à l'OMC de limiter davantage les processus et politiques des Nations Unies concernant le développement durable. En présentant son régime commercial et la protection de l'environnement comme se « renforçant mutuellement », l'OMC s'arroge véritablement le rôle du renard gardant le poulailler écologique.

Un compte-rendu honnête des années écoulées depuis le Sommet de la Terre de 1992 porterait principalement sur l'impact qu'ont eu sur l'environnement les principaux accords commerciaux de l'OMC, ainsi que sur le déclin des capacités des gouvernements d'adopter et de faire appliquer les lois et les règlements nécessaires pour protéger l'environnement et démocratiser le développement économique. Un tel compte-rendu, à peine possible actuellement, sera rendu pratiquement impossible si l'OMC parvient à ses fins.

L'un des principaux débats lors de la réunion du G8 à Gênes en 2001 portait sur la façon de surmonter l'échec de Seattle en 1999, où l'on n'est pas parvenu à lancer un nouveau cycle de négociations. Étant donné que pratiquement rien n'arrive dans ces organismes internationaux sans avoir d'abord été approuvé par les pays du G7, il semble évident que le plan de Doha de ne pas faire de cadeaux au Tiers-Monde a été approuvé par les dirigeants à Genève.

La dernière manœuvre pour donner à l'OMC une aura de légitimité est un effort discret pour s'insérer dans le cadre même du développement durable lors du Sommet mondial pour le développement durable des Nations Unies à Johannesburg (Afrique du Sud).

L'un des principaux thèmes du Sommet du G8 à Genève était baptisé, d'une façon très euphémique, « Au-delà de l'allègement de la dette ». Bien que cela paraisse très bien du point de vue des relations publiques, cela signifie en réalité que les nations du G8 ont l'intention de revenir à leur façon habituelle de conduire les affaires : davantage de libre-échange, davantage de liberté pour engager des capitaux directement à l'étranger, davantage de privatisation. La majorité des pays du Tiers-Monde auraient peine à imaginer quoi que ce soit « au-delà » de l'allègement de la dette, alors que si peu d'entre eux ont effectivement bénéficié d'un allègement de la dette et ne risquent pas de le faire de sitôt.

Les médias ont fait grand cas de l'engagement des dirigeants du G8 à établir un Fonds mondial pour la santé d'un milliard de dollars afin de lutter contre les

maladies les plus meurtrières qui sont un fléau dans le monde en voie de développement – la tuberculose, la malaria et le sida. Ces trois maladies tuent chaque année des millions de personnes. Mais les dirigeants du G8 sont tout à fait vagues lorsqu'il s'agit de préciser si ces fonds seront utilisés pour fournir des médicaments pour ceux qui sont déjà touchés par la maladie, pour prévenir la maladie, pour trouver des vaccins efficaces – ou les trois. Mais il est presque certain que la majorité des fonds finira dans la poche des grandes compagnies pharmaceutiques du monde.

Clare Short, parlant au nom du gouvernement britannique, a dit : « Nous croyons que le Fonds mondial pour la santé peut faire baisser les prix et accroître l'approvisionnement de médicaments et de produits pour lutter contre la tuberculose, le HIV/sida et la malaria, et encourager également la recherche pour de nouveaux médicaments. » Monsieur Short souligne qu'aucune partie de ce Fonds ne servira au développement des systèmes de soins de santé public dans les pays pauvres, ce qui est un indice que les fonds iront aux compagnies pharmaceutiques géantes. Cela serait conforme aux programmes d'ajustement structurel dans les pays pauvres, programmes qui forcent ces pays à consacrer moins d'argent aux soins de santé afin d'avoir droit à un allègement des prêts et des dettes.

Des porte-parole des ONG oeuvrant pour le développement ont critiqué le fonds pour trois raisons. Lors d'une réunion tenue le 4 octobre 2001 et réunissant à Londres (Angleterre), plus de 30 groupes, les critiques ont souligné qu'« il n'était pas nécessaire, parce qu'il existe des mécanismes qui pourraient être employés beaucoup plus rapidement et efficacement, sans occasionner de frais supplémentaires. Deuxièmement, ils ont jugé le Fonds inapproprié parce qu'il fonctionnerait selon une verticale descendante, centralisée, et se baserait sur les produits agricoles. Et enfin, ils étaient d'avis que le Fonds constituait une manœuvre de diversion, parce que la majorité des fonds proviendraient d'autres initiatives d'aide, aurait peu d'impact sur l'aide dans son ensemble, et détournait l'attention d'autres problèmes. »

Les ONG ont souligné particulièrement le manque d'attention du plan vis-à-vis les besoins primaires : « appuyer l'amélioration des systèmes de soins de santé, y compris l'accès aux services, consolider et renforcer l'extension vers les collectivités, et renforcer la surveillance des systèmes à l'échelle du pays ».

NEPAD ET LE PROGRAMME DE L'OMC À KANANASKIS

L'ordre du jour du G8 à Kananaskis sera vraisemblablement typique et prévisible. Les premiers ministres et les présidents des pays les plus

industrialisés du monde parleront d'accélérer le libre-échange (bien que le protectionnisme américain puisse compliquer cette tâche), de la façon de combattre le terrorisme (avec la pression des américains pour obtenir l'appui nécessaire à une attaque envers l'Iraq), et du rafistolage du soi-disant allègement de la dette et de la « réforme » des institutions financières internationales.

Trois nouveaux points importants seront également à l'ordre du jour. Le premier est le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (*NEPAD*). Il a pour objectif « d'éliminer la pauvreté et placer les pays africains sur la voie de la croissance et du développement durable ». Le second est un projet cher au cœur du Canada et reprenant le Fonds mondial pour la santé, du Sommet de Gênes, – le Fonds mondial pour l'éducation. Troisièmement, les dirigeants essaieront de décider quoi faire avec le Sommet de la terre de Johannesburg, qui se tiendra en août 2002.

Bien que le NEPAD ait tout l'air d'un projet louable, doté d'objectifs admirables, ce n'est en réalité que le même genre de médecine néo-libérale prescrit par les puissances dominantes qui dirigent les politiques d'ajustement structurel du FOM, de la Banque mondiale, et du programme de libre-échange de l'OMC.

À vrai dire, les prescriptions sont littéralement identiques et tout simplement habillées d'un nouveau langage typique des relations publiques. Comme pour les autres grands projets visant le Tiers-Monde, le *NEPAD* provient d'un processus entièrement vertical, sans consultation d'aucune sorte avec un parlement élu, un organisme démocratique ou des groupes de la société civile africaine.

Il a été mis de l'avant par le premier ministre de l'Afrique du Sud, Monsieur Thabo Mbeki, connu dans le monde en voie de

développement comme l'un des plus enthousiastes pratiquants des politiques néo-libérales parmi les dirigeants du Tiers-Monde. Il n'était donc pas surprenant que Monsieur Mbeki révèle tout d'abord son projet non aux peuples de l'Afrique du Sud, mais au Forum économique mondial (FÉM) de Davos, en 2000. Le FÉM est le forum par excellence des plus puissantes entreprises multinationales et des pays industrialisés occidentaux – aucune initiative de politique globale importante n'est entreprise sans d'abord obtenir l'assentiment de l'élite corporative et politique qui s'y rassemble.

Le *NEPAD* a connu plusieurs incarnations, de Plan du millénaire pour la relance en Afrique, mis de l'avant par Monsieur Mbeki, il est devenu la Nouvelle initiative africaine, puis le *NEPAD* que nous connaissons – avec tous les changements effectués après discussion avec le monde industrialisé. Monsieur Mbeki s'est vu accorder un petit cinq minutes pour présenter son plan lors du

Sommet du G8 à Genève, où on lui a donné pour consigne d'inclure à son plan un critère de « bonne gouvernance ».

Le *NEPAD* demande une « intégration » encore plus importante au sein du système économique global. Mais les académiques indépendants du Tiers-monde ont toujours recommandé une intégration moindre; c'est-à-dire une séparation du système économique et financier du monde. La crise de l'Argentine est une conséquence directe de son intégration totale qui l'a rendue vulnérable aux fluctuations globales de la finance et des marchés. La chute du rand (devise) en Afrique du Sud est attribuable à la facilité avec laquelle l'argent entre et sort du pays, un indice de son intégration aux marchés globaux.

Le *NEPAD* demande également des politiques qui soient davantage « axées sur le marché » : une plus grande liberté de mouvement pour les capitaux, une plus grande compétition pour les industries nationales, une plus grande privatisation et déréglementation – les politiques mêmes qui ont conduit les pays africains à la grave situation où ils se trouvent actuellement, Son langage montre un manque de sensibilité éhonté pour l'histoire de l'Afrique et explique combien « la richesse de la culture africaine demeure sous-exploitée ».

Le *NEPAD* demande également davantage de prêts pour les pays africains mais n'offre aucune critique sérieuse de l'impact négatif qu'ont la dette existante et les prêts actuels sur les citoyens africains. Les programmes d'ajustement structurel (PAS) ont dévasté les économies nationales et ont augmenté la pauvreté et l'inégalité. Ils ont pratiquement éliminé la capacité des gouvernements africains de répondre aux besoins sociaux urgents de leurs peuples. Rien n'indique que le Canada ou tout autre pays du G7 envisagera même de modérer les PAS déjà en place. Lors de sa tournée dans les pays africains, le premier ministre Chrétien a déclaré : « Nous voulons que l'Afrique, qui a connu une économie régressive, connaisse une nouvelle croissance. Nous ne pensons pas en termes de charité, nous pensons en termes d'investissement. » L'on présume que Monsieur Chrétien voit l'annulation de la dette, cruciale pour la reprise de l'économie africaine, comme de la « charité ».

Dans les pays d'Afrique, des populations entières n'ont pas les moyens de satisfaire leurs besoins fondamentaux parce qu'elles produisent pour l'exportation, et pourtant le NEPAD déclare que l'Afrique « est une base de ressources indispensables » qui doit être exploitée davantage et faire l'objet d'un commerce accru.

Le programme du *NEPAD* ne fera qu'aggraver, plutôt qu'améliorer, la situation catastrophique à laquelle fait face la majorité des peuples africains. Les

antécédents des politiques néo-libérales et des programmes d'ajustement structurel appliqués de force constituent une preuve irréfutable.

Entre 1950 et 1980, les États-providence et les politiques keynésiennes ou socialistes ont ajouté plus d'une dizaine d'années à l'espérance de vie de pratiquement tous les peuples de la planète. Depuis 1985, l'espérance de vie a diminué dans 15 nations africaines.

Dans la période entre 1960 et 1980, alors que les pays africains avaient adopté des politiques de protection des tarifs et de remplacement de l'importation, le revenu par habitant avait augmenté de 34 pour cent. Depuis 1980 - début des politiques néo-libérales de la Banque mondiale et du FMI - les revenus africains ont diminué de 23 pour cent.

En dépit du fait que les prescriptions du G7 ont causé le déclin dramatique de l'Afrique, et en dépit de l'appui des États-Unis et autres pays du G7 pour les dictateurs africains, le « nouveau » plan pour l'Afrique est enlisé dans une mentalité qui « blâme la victime ». Le G7 a insisté pour qu'on ajoute une dimension de « bonne gouvernance » au *NEPAD*, et pour un classement des pays selon ce critère. Le Premier ministre Chrétien a déclaré, lors de sa visite en Afrique en avril, qu'ils « vont devoir se définir eux-mêmes aussi. Ils font l'objet d'une revue par leurs pairs. Alors, l'un obtiendra le premier rang, un autre le 53^e... et

cela servira de critère selon lequel nous déciderons ce que nous pouvons faire pour aider. »

Personne ne suggère que les pays africains ne devraient pas améliorer leurs antécédents en matière de droits de la personne et de démocratie – mais les politiques mêmes que le G7 impose à ces pays rendent cela moins probable. Les pays du G7 sont les principaux fournisseurs d'armes au Tiers-Monde. Les programmes d'ajustement structurel tels que préconisés par le G7 causent l'instabilité et affaiblissent la gouvernance démocratique partout dans le monde. Et les entreprises multinationales occidentales, avec la bénédiction tacite de leurs gouvernements, bloquent constamment la « bonne gouvernance » afin de promouvoir leurs intérêts, faisant de la corruption une façon normale de conduire les affaires.

Dans un tel contexte, la déclaration de Monsieur Chrétien au sujet du *NEPAD* est hypocrite lorsqu'il soutient que « pour avoir davantage d'investissements, il faut une bonne gouvernance, le respect des droits de la personne, la discipline territoriale, la paix et la sécurité, l'ouverture et l'élimination de la corruption. » Les politiques qui empêchent d'atteindre ces éléments souhaitables sont tissés au cœur même du *NEPAD*. Prétendre qu'elles doivent être atteintes avant de pouvoir obtenir de l'aide par le biais du *NEPAD* constitue une farce cruelle.

LE CONSENSUS DES ENTREPRISES DÉMASQUÉ

Les dépenses en matière de sécurité à l'occasion du Sommet du G8 sont estimées à 300 millions de dollars – exclusion faite de ce qu'il en coûtera pour stationner 5 000 soldats à Kananaskis et à Calgary et dans les environs. On estime que le sommet lui-même coûtera 200 millions de plus. C'est tout un accomplissement : un demi-milliard de dollars pour une rencontre de 30 heures visant à légitimer le consensus des entreprises dans l'esprit du grand public, autant d'argent que le Canada alloue à son plan d'action pour l'Afrique. La réunion du G8 de cette année coûtera plus de 16 millions de dollars l'heure...

L'intense criminalisation de la dissension atteint un niveau fiévreux en Alberta. Des groupes qui avaient depuis longtemps réservé les centres communautaires pour leurs réunions voient leurs réservations annulées. Les organisateurs sont bloqués de partout lorsqu'ils cherchent des endroits sécuritaires pour permettre aux gens de se rassembler pour protester contre le consensus des entreprises du G8. La police et d'autres forces de la sécurité ont sapé les efforts pour tenter de trouver des lieux pour divers événements, tout en déclarant dans les principaux médias un vif désir de « dialogue » et « l'établissement de liens » avec les militants. Ceux qui protesteront dans les rues et les parcs publics risquent de tomber dans un bien vilain piège, résultat d'une recette de violence étatique : espérons que cela ne se réalisera pas.

Le consensus des entreprises ne peut que se nuire à lui-même par de telles tentatives brutales pour se légitimer. Peut-être pourrait-on, de façon imagée, mesurer l'écart existant entre la véritable démocratie et les stratagèmes du genre de *NEPAD*, en dollars consacrés à la sécurité et en nombre de soldats alignés le long des rues. Le Canada expédie en Alberta plus du double du nombre de soldats envoyés en Afghanistan pour faire la « guerre au terrorisme ». Il est clair que cette sécurité jamais encore égalée cherche à intimider ceux qui remettent en question les priorités des dirigeants politiques modernes et cherche également à marginaliser l'opposition. En même temps, des efforts de répression comme ceux-ci annoncent un retour à une époque plus simple, où les élites dirigeaient en toute impunité, situation qui plaît aux politiciens agissant au service des entreprises mondiales et des investisseurs qui n'ont de compte à rendre à personne et font fi de la démocratie.

**JOIGNEZ-VOUS AU CONSEIL DES CANADIENS ET AUX AUTRES
GROUPES PROTESTANT CONTRE LE G8**

Le Conseil tiendra des séances d'information et autres activités intéressantes à Calgary, les 26 et 27 juin 2002, afin de sensibiliser la population à la mondialisation économique. Si vous ne pouvez vous rendre à Calgary, joignez-vous à d'autres dans votre collectivité pour contribuer à informer les gens sur ces questions qui touchent tout le monde.

Pour plus de détails, veuillez nous joindre à :

Conseil des Canadiens
151, rue Slater, bureau 502
Ottawa (Ontario)
K1P 5H3
1-800-387-7177
inquiries@canadians.org
www.canadians.org